

Burundi : L'opposition demande à l'ONU de "prendre la relève des pourparlers"

PANA, 10 décembre 2016 L'opposition au bord de la rupture avec le médiateur est-africain dans la crise burundaise Bujumbura, Burundi - Le Conseil national pour la défense de l'accord d'Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la concorde et l'Etat de droit (Cnared, principale plateforme de l'opposition) «constate avec regret», dans un communiqué publié samedi, que le médiateur de la communauté est-africaine, Benjamin William Mkapa, «s'est disqualifié lui-même» en légitimant publiquement la veille, le troisième mandat controversé de l'actuel chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza «l'origine de la profonde crise que connaît le Burundi» depuis bientôt deux ans.

La coalition d'opposants au troisième mandat présidentiel demande en conséquence aux Nations unies de «prendre la relève du processus des pourparlers inter-burundais face à la démission du médiateur qui ouvre un boulevard d'exactions au pouvoir de Bujumbura». Vendredi, au terme d'une visite de travail de trois jours dans la capitale burundaise, M. Mkapa a, maintes reprises, traité de «fous», ceux qui doutent encore de la légitimité du pouvoir, en prenant à tort le peuple qui a élu le chef de l'exécutif burundais en 2015, et les diplomates étrangers qui lui présentent régulièrement leurs lettres de créance. Le Cnared demande néanmoins à dialoguer avec un pouvoir dont ne reconnaît pas la légitimité en vue d'établir un environnement propice à de nouvelles élections «plus justes, libres, paisibles, équitables, inclusives et démocratiques» que celles de l'année dernière. Le médiateur est-africain a renvoyé en 2020, année de la prochaine échéance électorale au Burundi. Dans les milieux du pouvoir et de ses alliés Bujumbura, l'heure est encore à l'allégresse au lendemain d'une visite qui ne manquera pas d'influer sur la situation de la crise burundaise, dans un sens ou dans un autre. La crainte la plus répandue dans les différentes opinions à Bujumbura est de voir la logique de la violence prendre le pas définitivement sur celle du dialogue, au cas où la troisième médiation dans la crise burundaise venait à être sérieusement entravée. D'ailleurs, les clignotants sont au rouge dans certaines chancelleries occidentales informées à Bujumbura qui rivalisent de communications à leurs ressortissants sur une probable fin d'année tendue au Burundi du fait d'activités «terroristes» en préparation, sans plus de précision sur leurs auteurs et commanditaires. On rappelle que les précédentes médiations internationales qui n'avaient pas fait long feu, étaient conduites par l'actuel chef de l'Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, avec un mandat de la communauté d'Afrique de l'Est, le diplomate algérien, Saïd Djinit, pour le compte des Nations Unies, et le britannique, Abdoulaye Batilly sous la bannière de l'Union africaine (UA). Face à l'enlisement de la médiation du chef de l'Etat ougandais, l'ancien président tanzanien avait tout à l'appel en renfort au mois de mars dernier par la sous-région.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});